

PRÉFET DES LANDES

**DIRECTION LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

**1<sup>er</sup> Bureau**

**PR/DRLP/2013/n°113**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

**-  
SOCIETE LAFITTE TP A BISCARROSSE  
AU LIEU-DIT « MAISON FORESTIERE DE NAOUAS »**

**Le Préfet des Landes  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, son titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 313 du 23 mai 2003 autorisant la société LAFITTE TP à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable sur le territoire de la commune de BISCARROSSE, lieu-dit « maison forestière de Naouas » ;

VU les déclarations d'activité de la société LAFITTE TP pour sa carrière de BISCARROSSE pour les années 2008, 2009, 2010 et 2011 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 31 janvier 2013 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2003 susvisé est ainsi rédigé :  
*"La remise en état de la carrière doit être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation. L'exploitant doit adresser, au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation (ou à la fin des travaux d'exploitation si celle-ci est antérieure) une notification de fin d'exploitation en se conformant aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé"*

**CONSIDÉRANT** que la société LAFITTE TP n'a pas adressé de notification de fin d'exploitation 6 mois au moins avant la date d'expiration de son arrêté préfectoral d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté du 23 mai 2003 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que les déclarations d'activité mettent en évidence que les travaux de remise en état coordonnée n'ont pas été effectués,

**CONSIDÉRANT** que les travaux de remise en état ne pourront pas être réalisés à l'échéance prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation et avant l'échéance des garanties financières prévues à l'article 4 de l'arrêté du 23 mai 2003 susvisé,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

La société LAFITTE TP dont le siège social est sis RN10-6 BP7 à ST. GEOURS DE MAREMNE (40 230), ci-après nommée "l'exploitant", est mise en demeure sur sa carrière de BISCARROSSE au lieu-dit « maison forestière de Naouas » de mettre en œuvre les dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté selon les délais précisés au sein de ces articles.

### **ARTICLE 2 :**

La notification de fin de travaux prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé sera transmise au Préfet des Landes dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté. Les éléments constitutifs de cette notification sont ceux prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné et elle comportera à minima les éléments permettant de justifier des dispositions suivantes :

- les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site,
- l'évacuation des produits dangereux, et la gestion des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant devra placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant, dans les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Seuls les travaux de réaménagement et de remise en état sont autorisés dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation, à l'exclusion de toute extraction de matériaux destinés à être commercialisés.

Ces travaux comportent au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

### **ARTICLE 4 :**

Au moment de l'échéance des garanties financières prévues à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, l'exploitant constituera un nouvel acte de cautionnement dont le montant sera de 166 123,25 € (montant initial de la première période de garanties financières actualisé avec l'indice TP01 du 1er octobre 2012 publié par l'INSEE).

Le montant de l'acte de cautionnement sera actualisé au moment de la constitution de l'acte selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{Index_n}{Index_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

Cr : le montant de référence des garanties financières.

Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Indexr : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

TVA<sub>n</sub> : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA<sub>r</sub> : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Ces garanties financières seront constituées jusqu'à la délivrance du PV de récolement prévu par l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

L'acte de cautionnement sera transmis en préfecture des Landes, une copie sera également transmise à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Pau. Le délai de recours est de deux mois pour le titulaire à compter de la date où le présent arrêté lui a été notifié et de un an pour les tiers à compter de la date de publication ou d'affichage du présent arrêté.

#### **ARTICLE 6 :**

M. le secrétaire général de la préfecture des Landes, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, M. le maire de la commune de BISCARROSSE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'à la société LAFITTE TP.

Fait à Mont de Marsan, le 28 FEV. 2012

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

Romuald de PONTBRIAND

